



Treaty Series No. 23 (1963)

Arrangement
concerning the International Classification
of Goods and Services to which
Trade Marks apply

Nice, June 15, 1957

[The Arrangement came into force for
the United Kingdom on April 15, 1963]

*Presented to Parliament by the Secretary of State for Foreign Affairs
by Command of Her Majesty
May 1963*

LONDON

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

PRICE 1s. 3d. NET

ARRANGEMENT DE NICE CONCERNANT LA CLASSIFICATION INTERNATIONALE DES PRODUITS ET DES SERVICES AUXQUELS S'APPLIQUENT LES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

Signé le 15 juin 1957

ARTICLE PREMIER

(1) Les pays auxquels s'applique le présent Arrangement sont constitués à l'état d'Union particulière.

(2) Ils adoptent, en vue de l'enregistrement des marques, une même classification des produits et des services.

(3) Cette classification est constituée par :

(a) une liste des classes,

(b) une liste alphabétique des produits et des services avec indication des classes dans lesquelles ils sont rangés.

(4) La liste des classes et la liste alphabétique des produits sont celles qui ont été éditées en 1935 par le Bureau International pour la protection de la propriété industrielle.

(5) La liste des classes et la liste alphabétique des produits et des services pourront être modifiées ou complétées par le Comité d'experts institué par l'article 3 du présent Arrangement et selon la procédure fixée par cet article.

(6) La classification sera établie en langue française et, sur la demande de chaque pays contractant, une traduction officielle en sa langue pourra en être publiée par le Bureau International, en accord avec l'Administration nationale intéressée. Chaque traduction de la liste des produits et des services mentionnera, en regard de chaque produit ou service, outre le *numéro d'ordre propre à l'énumération alphabétique dans la langue considérée*, le numéro d'ordre qu'il porte dans la liste établie en langue française.

ARTICLE 2

(1) Sous réserve des obligations imposées par le présent Arrangement, la portée de la classification internationale est celle qui lui est attribuée par chaque pays contractant. Notamment, la classification internationale ne lie les pays contractants ni quant à l'appréciation de l'étendue de la protection de la marque, ni quant à la reconnaissance des marques de service.

(2) Chacun des pays contractants se réserve la faculté d'appliquer la classification internationale des produits et des services à titre de système principal ou de système auxiliaire.

(3) Les Administrations des pays contractants feront figurer dans les titres et publications officiels des enregistrements des marques les numéros des classes de la classification internationale auxquelles appartiennent les produits ou les services pour lesquels la marque est enregistrée.

(4) Le fait qu'une dénomination figure dans la liste alphabétique des produits et des services n'affecte en rien les droits qui pourraient exister sur cette dénomination.

ARTICLE 3

(1) Il est institué auprès du Bureau International un Comité d'experts chargé de décider de toutes modifications ou de tous compléments à apporter à la classification internationale des produits et des services. Chacun des pays contractants sera représenté au Comité d'experts, lequel s'organise par un règlement d'ordre intérieur adopté à la majorité des pays représentés. Le Bureau International est représenté au Comité.

(2) Les propositions de modification ou de complément doivent être adressées par les Administrations des pays contractants au Bureau International qui devra les transmettre aux membres du Comité d'experts au plus tard deux mois avant la séance de celui-ci au cours de laquelle ces propositions seront examinées.

(3) Les décisions du Comité relatives aux modifications à apporter à la classification sont prises à l'unanimité des pays contractants. Par modification, il faut entendre tout transfert de produits d'une classe à une autre, ou toute création de nouvelle classe entraînant un tel transfert.

(4) Les décisions du Comité relatives aux compléments à apporter à la classification sont prises à la majorité simple des pays contractants.

(5) Les experts ont la faculté de faire connaître leur avis par écrit ou de déléguer leurs pouvoirs à l'expert d'un autre pays.

(6) Dans le cas où un pays n'aurait pas désigné d'expert pour le représenter, ainsi que dans le cas où l'expert désigné n'aurait pas fait connaître son opinion dans un délai qui sera fixé par le règlement d'ordre intérieur, le pays en cause serait considéré comme acceptant la décision du Comité.

ARTICLE 4

(1) Toutes modifications et tous compléments décidés par le Comité des experts sont notifiés aux Administrations des pays contractants par le Bureau International.

L'entrée en vigueur des décisions aura lieu, en ce qui concerne les compléments, dès la réception de la notification et, en ce qui concerne les modifications, dans un délai de six mois à compter de la date d'envoi de la notification.

(2) Le Bureau International, en sa qualité de dépositaire de la classification des produits et des services, y incorpore les modifications et les compléments entrés en vigueur. Ces modifications et ces compléments font l'objet d'avis publiés dans les deux périodiques "La Propriété industrielle" et "Les Marques internationales".

ARTICLE 5

(1) Les dépenses que le Bureau International aura à assumer en vue de l'exécution du présent Arrangement seront supportées en commun par les pays contractants, dans les conditions fixées par l'article 13, alinéas (8), (9) et (10), de la Convention de Paris pour la protection de la propriété

industrielle. Jusqu'à nouvelle décision, ces dépenses ne pourront pas dépasser la somme de 40.000 francs or par année.*

(2) Les dépenses prévues à l'article 5, alinéa (1), ne comprennent pas les frais afférents aux travaux des Conférences de plénipotentiaires, ni les frais que pourront entraîner des travaux spéciaux ou des publications effectuées conformément aux décisions d'une Conférence. Ces frais, dont le montant annuel ne pourra pas dépasser 10.000 francs or,* seront supportés en commun par les pays contractants dans les conditions fixées à l'alinéa (1) ci-dessus:

(3) Les montants des dépenses prévus aux alinéas (1) et (2) pourront être augmentés, au besoin, par décision des pays contractants ou d'une des Conférences prévues à l'article 8; de telles décisions seront valables à condition de recueillir l'adhésion des quatre cinquièmes des pays contractants.

ARTICLE 6

(1) Le présent Arrangement sera ratifié et les instruments de ratification en seront déposés à Paris, au plus tard le 31 décembre 1961. Ces ratifications, avec leurs dates et toutes les déclarations dont elles pourraient être accompagnées, seront notifiées par le Gouvernement de la République Française aux Gouvernements des autres pays contractants.

(2) Les pays de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'auront pas signé le présent Arrangement dans les conditions prévues à l'article 11, alinéa 2, seront admis à y adhérer, sur leur demande, dans les conditions prescrites par l'article 16 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

(3) Les pays au nom desquels l'instrument de ratification n'aura pas été déposé dans le délai visé à l'alinéa (1) seront admis à l'adhésion aux termes de l'article 16 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

ARTICLE 7

Le présent Arrangement entrera en vigueur, entre les pays au nom desquels il aura été ratifié ou qui y auront adhéré, un mois après la date à laquelle les instruments de ratification auront été déposés ou les adhésions notifiées par dix pays au moins. L'Arrangement aura la même force et durée que la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

ARTICLE 8

(1) Le présent Arrangement sera soumis à des revisions périodiques, en vue d'y introduire les améliorations désirables.

(2) Chacune de ces revisions fera l'objet d'une Conférence qui se tiendra dans l'un des pays contractants, entre les délégués desdits pays.

(3) L'Administration du pays où doit siéger la Conférence préparera, avec le concours du Bureau International, les travaux de cette Conférence.

(4) Le Directeur du Bureau International assistera aux séances des Conférences et prendra part aux discussions sans voix délibérative.

* Cette unité monétaire est le franc à 100 centimes, d'un poids de 10/31 de gramme et d'un titre de 0,900.

ARTICLE 9

(1) Chacun des pays contractants aura la faculté de dénoncer le présent Arrangement au moyen d'une notification par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse.

(2) Cette dénonciation, qui sera communiquée par ledit Gouvernement à tous les autres pays contractants, ne produira effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite et seulement douze mois après réception de la notification de dénonciation adressée au Gouvernement de la Confédération suisse, l'Arrangement restant exécutoire pour les autres pays contractants.

ARTICLE 10

Les dispositions de l'article 16 bis de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle s'appliquent au présent Arrangement.

ARTICLE 11

(1) Le présent Arrangement sera signé en un seul exemplaire, lequel sera déposé dans les Archives du Ministère des Affaires Étrangères de la République Française. Une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Gouvernements des pays contractants.

(2) Le présent Arrangement restera ouvert à la signature des pays membres de l'Union pour la protection de la propriété industrielle jusqu'au 31 décembre 1958 ou jusqu'à son entrée en vigueur, si celle-ci intervient avant cette date.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Arrangement.

Fait à Nice en un seul exemplaire, le 15 juin 1957.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

HERBERT KUHNEMANN.

Pour l'Australie:

Pour l'Autriche:

GOOTFRIED THALER.

Pour la Belgique:

L. HERMANS.

Pour le Brésil:

Pour la République Populaire de Bulgarie

Pour le Canada :

Pour Ceylan :

Pour Cuba :

Pour le Danemark :

JULIE OLSEN.

Pour la République Dominicaine :

Pour l'Égypte :

Pour l'Espagne :

N. JURISTO VALVERDE.

J. L. APARICIO.

Pour les États-Unis d'Amérique :

Pour la Finlande :

Pour la France :

MARCEL PLAISANT.

Pour le Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord :

R. G. ATKINSON.

Pour la Grèce :

Pour la République Populaire de Hongrie :

LAJOS DEGE.

Pour l'Indonésie :

Pour l'Irlande :

Pour Israël :

Pour l'Italie :

TALAMO.

Pour le Japon :

Pour le Liban :

N. FAYAD.

A. SOUFI.

Pour la Principauté du Liechtenstein :

HANS MORF.

Pour le Luxembourg :

J. P. HOFFMANN.

Pour le Maroc :

TAYEB SEBTI.

Pour le Mexique :

Pour Monaco :

C. SOLAMITO.

Pour la Norvège :

ROALD ROED.

Pour la Nouvelle-Zélande :

Pour les Pays-Bas :

C. J. DE HAAN.

Pour la République Populaire de Pologne :

Z. MUSZINSKI.

Pour le Portugal, avec les Iles Açores et Madère :

JORGE VAN ZELLER GARIN.

Pour la Roumanie : *

Pour la Suède :

CLAËS UGGLA.

Pour la Suisse :

HANS MORF.

LÉON EGGER.

Pour la Syrie :

Pour la République Tchécoslovaque :

Ď JAN CECH.

Pour la Tunisie :

SALAH EDDINE EL GOÛLLI.

Pour la République de Turquie : *

Pour l'Union Sud-Africaine :

Pour le Viet-Nam :

Pour la Yougoslavie :

MILENKO JAKOVLJEVIC.

* The Arrangement was signed on behalf of Roumania and Turkey at Paris on December 31, 1958.

[Translation]

**ARRANGEMENT AT NICE CONCERNING THE INTERNATIONAL
CLASSIFICATION OF GOODS AND SERVICES TO WHICH
TRADE MARKS APPLY**

Signed June 15, 1957

ARTICLE 1

(1) The countries to which the present Arrangement applies constitute a special Union.

(2) They adopt for the purpose of the registration of trade marks, a single classification of goods and services.

(3) This classification consists of:

(a) a list of classes;

(b) an alphabetical list of goods and services with an indication of the classes into which they fall.

(4) The list of classes and the alphabetical list of goods are those which were published in 1935 by the International Bureau for the Protection of Industrial Property.

(5) The list of classes and the alphabetical list of goods and services may be modified or supplemented by the Committee of Experts set up under Article 3 of the present Arrangement and in accordance with the procedure laid down in that article.

(6) The classification shall be established in the French language, and upon the request of any contracting country an official translation into its language may be published by the International Bureau in agreement with the national Administration concerned. Each translation of the list of goods and services shall mention against each item, in addition to its number in the alphabetical order of its items, the number which it carries in the French text.

ARTICLE 2

(1) Subject to the obligations imposed by the present Arrangement, the binding force of the international classification shall be that attributed to it by each contracting country. Notably, the international classification shall not bind the contracting countries in respect of either their evaluation of the extent of the protection afforded by a mark, or their recognition of service marks.

(2) Each of the contracting countries reserves the right to apply the international classification of goods and services as a principal or as a subsidiary system.

(3) The Administrations of the contracting countries shall include in the official documents and publications listing the registrations of trade marks the numbers of the classes of the international classification to which belong the goods or services for which the mark is registered.

(4) The fact that an item is included in the alphabetical list of goods and services in no way affects any rights already existing in respect of that item.

ARTICLE 3

(1) There shall be constituted, in liaison with the International Bureau, a Committee of Experts charged with deciding all modifications and additions to be made in the international classification of goods and services. Each of the contracting countries shall be represented on the Committee of Experts, which shall draw up its own Rules and shall adopt them by a majority of the countries represented. The International Bureau shall be represented on the Committee.

(2) The proposals for modification or addition must be notified by the Administrations of the contracting countries to the International Bureau, which must transmit them to the members of the Committee of Experts at the latest two months before the meeting of that Committee at which they are to be considered.

(3) Decisions of the Committee concerning modifications to be made in the classification shall be taken upon the unanimity of the contracting countries. The term "modification" shall be understood to cover any transfer of goods from one class to another and the creation of any new class entailing such transfer.

(4) Decisions of the Committee concerning additions to be made to the classification shall be taken by simple majority of the contracting countries.

(5) Each expert shall have the right to submit his opinion to the Committee in writing or to delegate his powers to the expert of another country.

(6) If a country does not appoint an expert to represent it, or if the expert appointed does not submit his opinion to the Committee within a time to be prescribed by the Rules, the country concerned shall be considered to have accepted the Committee's decision.

ARTICLE 4

(1) Every modification and addition decided by the Committee of Experts shall be notified to the Administrations of the contracting countries by the International Bureau. The entry into force of the decisions will take place, in so far as additions are concerned, from the receipt of the notification and, so far as modifications are concerned, after a period of six months to be reckoned from the date of despatch of the notification.

(2) The International Bureau, as the depositary of the classification of goods and services, shall incorporate therein the modifications and additions which have entered into force. These modifications and additions shall be published in the two periodicals *La Propriété Industrielle* and *Les Marques internationales*.

ARTICLE 5

(1) The expenses which the International Bureau incurs in carrying out the present Arrangement shall be borne in common by the contracting countries in accordance with the provisions of Article 13, paragraphs (8), (9) and (10) of the Convention of Paris for the Protection of Industrial Property.⁽¹⁾ Until a further decision is taken, these expenses shall not exceed the sum of 40,000 gold francs per annum.*

* This monetary unit is the gold franc of 100 centimes, weighing 10/31 of a gramme and of a fineness of 0.900.

(¹) See "Treaty Series No. 38 (1962)", Cmnd. 1715.

(2) The expenses referred to in paragraph (1) of Article 5 shall not include expenses relating to the work of diplomatic conferences or those due to special work, or publications carried out in accordance with the decisions of a conference. These expenses, the annual total of which shall not exceed 10,000 gold francs,* shall be borne in common by the contracting countries, as provided by the terms of paragraph (1) above.

(3) The totals of the expenses provided for in paragraphs (1) and (2) above may, if necessary, be increased by the decision of the contracting countries or of one of the Conferences referred to in Article 8. Such decisions shall be deemed valid if they are supported by four-fifths of the contracting countries.

ARTICLE 6

(1) The present Arrangement shall be ratified and the instruments of ratification deposited in Paris, not later than 31st December, 1961. The ratifications, with their dates and any statements accompanying them, shall be notified by the French Republic to the Governments of the other contracting countries.

(2) Member countries of the Union for the Protection of Industrial Property which have not signed the present Arrangement in accordance with Article 11, paragraph 2, shall be allowed to accede to it upon their request in accordance with the provisions of Article 16 of the Convention of Paris for the Protection of Industrial Property.

(3) Countries which have not deposited an instrument of ratification within the time prescribed by paragraph (1) of this Article, shall be allowed to accede to the Arrangement in accordance with Article 16 of the Convention of Paris for the Protection of Industrial Property.

ARTICLE 7

The present Arrangement shall come into force between those countries which have ratified it or acceded to it one month from the date on which the instruments of ratification have been deposited or the accessions notified by not less than ten countries.⁽²⁾ The Arrangement shall have the same force and duration as the Convention of Paris for the Protection of Industrial Property.

ARTICLE 8

(1) The present Arrangement shall be submitted to periodical revisions with a view to the introduction of suitable amendments.

(2) Every revision shall be debated at a Conference which shall be held in one of the contracting countries, between the delegates of the said countries.

(3) The Administration of the country in which the Conference is to be held shall prepare the work of the Conference, with the assistance of the International Bureau.

* This monetary unit is the gold franc of 100 centimes, weighing 10/31 of a gramme and of a fineness of 0.900.

(2) The Arrangement entered into force on April 8, 1961.

(4) The Director of the International Bureau shall attend the meetings of the Conferences, and shall take part in the discussions, but without the right of voting.

ARTICLE 9

(1) Each contracting country shall be entitled to denounce the present Arrangement by means of a written notification addressed to the Government of the Swiss Confederation.

(2) This denunciation, which shall be communicated by the Government of the Swiss Confederation to all other contracting countries, shall have effect only in respect of the denouncing country and only twelve months after receipt of the notification by the Government of the Swiss Confederation. The Arrangement shall remain in force for the other contracting countries.

ARTICLE 10

The provisions of Article 16 *bis* of the Convention of Paris for the Protection of Industrial Property shall apply to the present Arrangement.

ARTICLE 11

(1) The present Arrangement shall be signed in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic. A certified copy shall be transmitted by diplomatic channels to the Government of each contracting country.

(2) It shall remain open for the signature of the member countries of the Union for the Protection of Industrial Property until 31st December, 1958 or until it comes into force, whichever date is the earlier.

In witness whereof, the undermentioned Plenipotentiaries have signed the present Arrangement.

Done at Nice, in a single copy, on 15th June, 1957.

[For signatures see page 6]

RATIFICATIONS

<i>Country</i>	<i>Date</i>
✓ Czechoslovakia	October 21, 1960
✓ Denmark	October 30, 1961
✓ France	November 9, 1959
✓ All French Departments and overseas territories ...	March 29, 1962
✓ German Federal Republic (with declaration)* ...	December 29, 1961
✓ Italy	July 25, 1960
✓ Lebanon	May 30, 1960
✓ Monaco	March 8, 1961
✓ Norway	June 28, 1961
✓ Poland	March 25, 1958
✓ Portugal	April 2, 1959
✓ Spain	November 13, 1958
✓ Sweden	June 28, 1961

ACCESSIONS

✓ United Kingdom	ED April 15, 1963
✓ Australia	January 7, 1961
✓ Belgium	May 6, 1962
✓ Israel	ED October 7, 1960
✓ Netherlands	May 11, 1962

Declaration :

* En déposant cet instrument de ratification, le Chargé d'Affaires a.i. de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que:—

- (1) ledit Arrangement sera également applicable au Land de Berlin, à moins que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne n'ait fait parvenir une déclaration contraire au Gouvernement de la République française dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur dudit Arrangement sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne;
- (2) en vertu de la faculté qui lui est ouverte par l'article 2 alinéa 2, la République fédérale d'Allemagne appliquera la classification internationale des produits et des services à titre de système auxiliaire.

Translation :

When depositing this instrument of ratification the Chargé d'Affaires of the Federal German Republic declared that:

- ✓ (1) The said Arrangement shall be equally applicable to Land Berlin, unless the Government of the Federal Republic of Germany has made a declaration to the contrary to the Government of the French Republic within three months from the entry into force of the said Arrangement for the Federal Republic of Germany;
- ✓ (2) In view of the right which is open to them by paragraph 2 of Article 2, the Federal Republic of Germany will apply the international classification of goods and services as a subsidiary system.

Printed and published by
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased from
York House, Kingsway, London W.C.2
423 Oxford Street, London W.1
13A Castle Street, Edinburgh 2
109 St. Mary Street, Cardiff
39 King Street, Manchester 2
50 Fairfax Street, Bristol 1
35 Smallbrook, Ringway, Birmingham 5
80 Chichester Street, Belfast 1
or through any bookseller

Printed in England